

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3 Avenue des Langories  
26 000 VALENCE

Valence, le 16/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SUEZ RV Centre Est Valorisation**

Les Martingales  
Parlanges  
26120 CHABEUIL

Références : 20221216-RAP-DAEN1014

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est Valorisation implanté Les Martingales Parlanges 26 120 CHABEUIL. L'inspection a été annoncée le 27/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière visite d'inspection effectuée dans cet établissement datait du 22 mars 2017, il convenait donc d'en réaliser une nouvelle afin d'apprécier les évolutions éventuellement survenues depuis 2017.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Centre Est Valorisation
- Les Martingales Parlanges 26 120 CHABEUIL
- Code AIOT : 0006102530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par arrêté préfectoral n°5868 du 27 octobre 1998 modifié, la société SUEZ RV Centre Est Valorisation a été autorisée à exploiter à CHABEUIL, quartier les Martingales, au lieu-dit « Parlanges », un centre de tri-traitement-valorisation de déchets d'activité économique. Les principales activités exercées dans ce site sont :

- la gestion de déchets de bois A et B ;
- le démantèlement de packings ;

- le tri simple de déchets d'activités économiques.

La nouvelle activité suivante est envisagée : La gestion de torons des papeteries (broyage permettant la récupération des ferrailles notamment).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative : Respect des limites fixées pour chaque rubrique de classement
- Contrôle des émissions atmosphériques
- Démantèlement des packings
- Protection du sous-sol
- Zones à risques d'incendie
- Lutte contre l'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 6.4.2 et 6.5.2.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/01/2019, article 1er	/	Sans objet
2	Contrôle des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/01/2019, article 5	/	Sans objet
3	Démantèlement des packings	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7	/	Sans objet
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 8	/	Sans objet
5	Protection du sous-sol	Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 4.8.2.2	/	Sans objet
6	Protection du sous-sol	Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 4.8.2.3	/	Sans objet
7	Zones à risques d'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 6.5.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est important que l'exploitant procède rapidement à un tri plus performant des déchets d'activité économique dans la mesure où les refus de tri, envoyés en centre de stockage autorisé, doivent être des déchets réellement ultimes.

La gestion des eaux pluviales de ruissellement du site a fait l'objet d'une étude de la société ARCHAMBAULT qui nécessite un examen approfondi de la part de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'est engagé à présenter très prochainement un dossier relatif à un projet de traitement dans le site de torons provenant de papeteries. Ce dossier comprendra un volet sur les ressources actuelles en eau d'extinction en cas d'incendie, et leur bonne adéquation par rapport aux besoins.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2019, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, respect des limites associées aux rubriques concernant le site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir le tableau des rubriques concernant le site en annexe
<p><b>Constats :</b> Le passage en revue des rubriques listées dans le tableau figurant à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2019 (voir ci-joint) paraît cohérent avec les installations du site.</p> <p>Ceci étant, l'exploitant précise que les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) ne sont pas présents à hauteur de 990 m<sup>3</sup>. Selon l'exploitant, il faudrait une situation très exceptionnelle pour qu'une telle quantité de DEEE soit présente. Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de dépôt de DEEE.</p> <p>Des dépôts de déchets de cartons, de bois de catégories A et B, et de plastiques, relevant de la rubrique 2714, sont constatés : Le volume global de 8930 m<sup>3</sup>, très important, n'était pas atteint le jour de la visite, sur la base d'un examen visuel.</p> <p>Pour ce qui concerne le traitement des déchets non dangereux (déchets d'activité économique) relevant de la rubrique 2791, il n'y en a pas d'autre que le broyage des déchets de bois A et B, ainsi que le traitement des packings.</p> <p><u>Rappel sur les packings</u> : A l'intérieur d'une tour aéroréfrigérante d'un circuit de refroidissement d'eau, l'eau à refroidir est pulvérisée en fines gouttelettes au niveau de rampes de distribution. L'eau s'écoule sur une surface d'échange, le packing, qui, de par sa structure alvéolaire, augmente les surfaces de contact entre l'air et l'eau, et donc l'échange thermique.</p> <p>Les sites nucléaires exploités par EDF utilisent, dans leurs tours aéroréfrigérantes, des packings en PVC. Le calcaire contenu dans l'eau du circuit de refroidissement entartre peu à peu les packings, qu'il faut remplacer à terme (durée de vie de l'ordre de 5 ans).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de packings en cours de démantèlement, et l'absence de stocks significatifs de produits résultant du démantèlement.</p> <p>L'exploitant fait part à l'inspection de l'aboutissement d'un projet de traitement de torons provenant de papeteries (déchets de papiers et plastiques avec ferrailles), afin de pouvoir en valoriser leurs composants : Ferrailles d'une part, mélange de déchets et plastiques d'autre part. Un dossier de porter à connaissance relatif à ce projet sera prochainement présenté à la préfecture de la Drôme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Contrôle des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant met en place un réseau adapté permettant de mesurer, à fréquence au moins triennale, le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit par la méthode des jauges de retombées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.</p>

<p>Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.</p> <p>Les rapports présentant les résultats des mesures sont communiqués à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant les mesures.»</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant remet à l'inspection un rapport rédigé le 6 mai 2021 par l'APAVE, présentant les résultats d'une campagne de mesures effectuée du 28 octobre 2020 au 12 novembre 2020.</p> <p>La référence adoptée est la norme NF X 43-007. 4 plaquettes ont été installées à l'extérieur du site : Au Nord, à l'Ouest, à l'Est et au Sud de l'aire de broyage de déchets de bois.</p> <p>Les poussières mesurées au niveau des plaquettes Nord, Est et Ouest s'avèrent très faibles comparativement à la plaquette Sud : <u>376,5 mg/m<sup>2</sup>/jour (11,5 g/m<sup>2</sup>/mois).</u></p> <p>Notons que pendant la période de mesure des retombées de poussières, il y a eu un vent de secteur Nord, de vitesse moyenne modérée.</p> <p>La conclusion du rapport est la suivante : "<i>La concentration relevée comme la plus importante correspond au point Sud. Il est à noter la présence d'une activité récente sur la parcelle agricole située à proximité des points sud et ouest, qui pourrait potentiellement avoir un impact sur les concentrations retrouvées en ces deux points.</i></p> <p><i>A titre indicatif, l'ancienne version de la norme NFX 43-007 "Détermination de la masse des retombées atmosphériques sèches" (version 73 abrogée) fixait à 30 g/m<sup>2</sup>/mois le niveau d'empoussièrement définissant une zone fortement polluée. En comparaison à cette valeur, les concentrations mensuelles retrouvées sont bien inférieures. »</i></p> <p>L'inspection prend acte de ces résultats, qui ont peut-être été faussés par des travaux agricoles récents effectués dans une parcelle voisine, ce qui est dommage. La prochaine campagne de mesures sera à effectuer fin 2023, il faudra essayer d'éviter l'occurrence de facteurs extérieurs pouvant influencer sur les résultats des mesures.</p> <p>En tout état de cause, à chaque campagne de broyage des déchets de bois, il est rappelé l'importance de prendre toutes les précautions utiles pour réduire au minimum les émissions atmosphériques, notamment : Ne pas broyer en période venteuse, rabattre les poussières avec un dispositif générant un brouillard de fines gouttelettes d'eau : Dispositif très efficace observé par l'inspection dans d'autres sites.</p> <p>Enfin, l'inspection demande à l'exploitant de respecter le dernier alinéa de la prescription contrôlée, à savoir que <u>les rapports présentant les résultats des mesures sont à communiquer à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant les mesures. Une nouvelle omission pourrait donner lieu à l'application de sanctions.</u></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

### N° 3 : Démantèlement des packings

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stocks maximaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stocks maximaux associés à l'activité de démantèlement de packings sont ainsi limités :126 m<sup>3</sup> de packings en attente de recyclage (stock amont, filmé, en extérieur) ;600 m<sup>3</sup> de packings démantelés, en attente de broyage (stock aval dans une zone dédiée, fermée et couverte, à traiter par campagne) ;180 m<sup>3</sup> de balles de PVC (stock aval en extérieur, en attente d'expédition) ;250 m<sup>3</sup> de tarte en sortie de crible (stock aval dans une zone dédiée, fermée et couverte) ;30 m<sup>3</sup> de bois (stock aval extérieur en benne) ;30 m<sup>3</sup> d'inox (stock aval extérieur en benne) ;30 m<sup>3</sup> de refus (stock</p>

<p>aval extérieur en benne).Le stock amont de packings a une hauteur inférieure à 3,30 m, il est implanté à plus de 10 m de tout autre stock extérieur de produits potentiellement inflammables. Il est implanté à proximité de l'unité de démantèlement, dont la paroi en mégablocs de 3,30 m de hauteur constitue un écran coupe-feu.Le stock de packings démantelés en attente de broyage (600 m<sup>3</sup>) est assuré dans un local de 330 m<sup>2</sup> entouré de mégablocs de 3,30 m de hauteur.Le stock aval des balles de PVC est implanté à plus de 7 m de tout autre stock. »</p>
<p><b>Constats :</b> Les stocks associés à l'activité de démantèlement de packings ne sont pas significatifs. L'exploitant explique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– que les produits résultant du démantèlement des packings (essentiellement PVC, inox, tartre, bois) sont évacués du site en flux tendus ;</li> <li>– que son client essentiel actuel procède au changement de ses packings par campagnes. Il n'y en a pas actuellement, mais en 2023, l'activité de démantèlement de packings devrait à priori être à nouveau soutenue.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement des aires de stockage, de manœuvre, de lavage, de distribution de carburant...) doivent être traitées par des dispositifs dont l'efficacité doit permettre leur infiltration dans le sol.</p> <p>Une étude montre le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées, elle est transmise à monsieur le Préfet de la Drôme et à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Un plan du site visualise 4 débourbeurs-déshuileurs en place, dont les rejets s'écoulent dans des puits perdus. Il est donc extrêmement important que le fonctionnement de ces ouvrages soit pleinement satisfaisant.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les bordereaux les plus récents de suivi de déchets dangereux générés dans le cadre du curage de débourbeurs-déshuileurs (code déchets : 13 05 07*) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'un date du 5 avril 2022 et correspond à 5,34 tonnes de déchets ;</li> <li>- Un autre date du 6 avril 2022 et correspond à 6,74 tonnes de déchets.</li> </ul> <p>Le rejet du débourbeur-déshuileur situé à l'aval du bassin de confinement du site a fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse par le Laboratoire AUREA le 8 décembre 2021 : Les résultats montrent, entre autres, que l'indice hydrocarbures (C10-C40) s'élève à 1,7 mg/l.</p> <p>Le rejet du débourbeur-déshuileur appelé « Multimex », situé au Nord du bâtiment principal du site, a fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse par le Laboratoire AUREA le 8 décembre 2021 : Les résultats montrent, entre autres, que l'indice hydrocarbures (C10-C40) s'élève à 4,7 mg/l.</p> <p>Le rejet du débourbeur-déshuileur situé au niveau des bureaux du site a fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse par le Laboratoire AUREA le 8 décembre 2021 : Les résultats montrent, entre autres, que l'indice hydrocarbures (C10-C40) s'élève à 0,46 mg/l.</p> <p>Le rejet du débourbeur-déshuileur numéro 4 du site (vers bâtiment DEEE) a fait l'objet d'un prélèvement et d'une analyse par le Laboratoire AURA le 8 décembre 2021 : Les résultats montrent, entre autres, que l'indice hydrocarbures (C10-C40) est inférieur à 0,10 mg/l.</p>

L'exploitant souligne qu'il n'y a que deux points de rejets vers le milieu naturel, qui se situent à l'aval des rejets des 2 premiers débourbeurs-déshuileurs ci-dessus "bassin de confinement" et « Multimex ».

Signalons que le point 4.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, intitulé "Caractéristiques des eaux rejetées", impose des contraintes portant sur les rejets dans le réseau d'assainissement de CHABEUIL, avec la précision suivante : "lors du branchement". L'exploitant précise que le réseau communal initialement prévu n'a malheureusement jamais été créé par l'agglomération de Valence. Il souligne qu'à sa connaissance, il n'est pas prévu qu'un réseau soit créé dans les années à venir.

Une étude devant montrer le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées a été réalisée en octobre 2011 par la société ARCHAMBAULT CONSEIL, elle avait conclu au non respect de l'article 4ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990, puisqu'aucun bassin ne recueille le premier flot des eaux pluviales du site.

Cette étude a conduit l'exploitant à prendre les mesures suivantes afin d'améliorer la gestion des eaux pluviales :

- mise en œuvre d'un débourbeur-déshuileur sur la zone de Packing/D3E du site ;
- réalisation de 2 puits perdus sur le réseau de collecte des eaux pluviales CHA-P2 du site, en amont du dispositif d'infiltration existant.

Suite à ces aménagements, la société ARCHAMBAULT CONSEIL a actualisé son étude en février 2016 ; elle conclut qu'au regard de la qualité des effluents évaluée en sortie du site sur la base des éléments disponibles, la mise en œuvre de dispositifs spécifiques (bassin récoltant le premier flux des eaux pluviales) n'est pas nécessaire. Cette disposition peut être substituée par la mise en œuvre d'un réseau de piézomètres de contrôle adaptés qui permettraient de confirmer les évaluations retenues et assurer un suivi qualitatif de la nappe sur le site.

Signalons qu'à ce jour, aucun réseau de piézomètres n'est en place. Au final, la prescription est respectée, mais **l'inspection va approfondir l'analyse de cette affaire**.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Protection du sous-sol

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 4.8.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement de rejets liquides accidentels bâtiment principal

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le bâtiment principal abritant les unités de tri et de conditionnement des déchets formera une cuvette de rétention étanche capable de retenir les eaux d'extinction. Le volume créé par la mise en place de seuil au niveau des issues devra être d'au moins 300 m<sup>3</sup>.

**Constats :** La visite du bâtiment principal a conduit à constater que les déchets d'activité économique font l'objet d'un tri à l'aide d'une mini-pelle et qu'une nouvelle presse à balles était utilisée pour le conditionnement des déchets de cartons ou de plastiques. L'inspection a appelé l'attention de l'exploitant sur la nécessité de pousser le tri le plus loin possible, de façon à ce que la quantité de refus soit la plus faible possible (notion de déchets ultimes), car les exigences d'accueil en ISDND de déchets réellement ultimes seront de plus en plus fortes, dès l'année 2023. L'exploitant a répondu qu'il était pleinement conscient de cette nécessité et qu'il réfléchissait aux solutions existantes, susceptibles de permettre de progresser en ce sens.

La zone du bâtiment principal dans laquelle le tri et le conditionnement des déchets d'activité

économique sont effectués forme rétention du fait de la présence de dos d'âne aux entrées de cette zone. L'état du sol de cette zone devant assurer le rôle de confinement en cas d'incendie n'a été contrôlé que très partiellement. Le volume n'a pas été contrôlé.

L'exploitant signale que la partie Est de ce bâtiment, à hauteur d'une surface de l'ordre de 800 m<sup>2</sup>, va être aménagée pour accueillir une nouvelle activité de traitement de torons (voir ci-dessus). Le sol de cette partie va être abaissé d'environ 80 cm pour des raisons techniques (hauteur disponible actuelle insuffisante), ce qui constituera de fait une rétention de plus de 600 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Protection du sous-sol

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 4.8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement de rejets liquides accidentels site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de vanne permettra de diriger, en cas d'incident ou d'incendie, les effluents recueillis dans le réseau desservant les aires de stockage, vers un bassin catastrophe de 400 m<sup>3</sup>.</p> <p><b>Constats :</b> Le bassin de confinement de 400 m<sup>3</sup> de capacité a été visité, des débris végétaux y sont notamment piégés. L'exploitant souligne qu'il fait nettoyer régulièrement ce bassin de façon à ce qu'il reste opérationnel en permanence.</p> <p>L'exploitant donne les explications suivantes :</p> <p>En situation habituelle, ce bassin ne joue aucun rôle particulier. Les eaux pluviales de ruissellement sont dirigées directement dans un décanteur-séparateur d'hydrocarbures situé à proximité immédiate du bassin.</p> <p>En cas d'événement pluvieux très important, il peut faire office de régulateur de débit par ouverture manuelle de l'une des vannes.</p> <p>En cas d'incendie, il joue le rôle de bassin de confinement des eaux d'extinction par ouverture manuelle d'une vanne et fermeture manuelle de l'autre vanne. Une consigne d'utilisation est affichée à proximité. Les vannes sont manœuvrées devant l'inspection avec une clef, la manœuvre est effectuée sans difficulté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Zones à risques d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 6.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à risques d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones de risque d'incendie de l'établissement. Il tiendra à jour, et à la disposition de l'inspecteur des installations classées, un plan de ces zones. Tout local comportant une zone de risques d'incendie sera considérée dans son ensemble comme zone de risque incendie.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection un plan de première intervention pompiers créé le 24 juin 2022, sur lequel figurent les zones à risque incendie suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la zone de stockage en transit des déchets de bois de catégories A et B ;</li> <li>– les zones de tri et stockage en transit des déchets d'activité économique situés à l'intérieur du bâtiment principal ;</li> </ul>



<p>– la zone de stockage/conditionnement en balles des déchets de PVC provenant du démantèlement des packings, cette zone est située à l'intérieur du bâtiment DEEE (qui n'en contenait pas le jour de la visite).</p> <p>Notons que, d'après ce plan, les zones de stockages extérieures de balles de cartons ou plastiques n'ont pas été considérées par l'exploitant comme des zones de risque d'incendie. <b>L'inspection désire avoir des explications sur ce sujet sous un mois.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 8 : Lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/1998, article 6.4.2 et 6.5.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins : - d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (...), - d'extincteur à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, - d'extincteurs à poudre (ou équivalent) type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances. - De poteaux d'incendie normalisés répartis à proximité de l'établissement (au moins 3). - de 2 forages propres à l'établissement équipés pour alimenter le site en eau d'extinction.</p> <p>En complément aux dispositions du paragraphe 6.4.2 ci-dessus, les zones de risques incendie comporteront au moins : - des robinets d'incendie armés normalisés permettant de couvrir l'ensemble des zones installés près des accès. Les RIA pourront être remplacés par des extincteurs à poudre sur roues de 150 kg (ou équivalent) ; - des extincteurs à poudre (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 55 B pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger, – un extincteur à poudre sur roue de 50 kg (ou équivalent) par 1000 m<sup>2</sup> à protéger et par niveau d'au moins 250 m<sup>2</sup></p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection 2 rapports de contrôle du site réalisés par la société CHUBB le 15 septembre 2022, l'un portant sur les extincteurs, l'autre sur les RIA.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection s'est assurée sur quelques extincteurs et RIA, que la date de contrôle inscrite était bien à jour.</p> <p>Un poteau d'incendie se trouve à l'intérieur du site. L'exploitant explique qu'il est relié au réseau public par le Nord. Il a été contrôlé avec succès le 18 juillet 2022 : 80 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.</p> <p>Pour ce qui concerne les 3 poteaux incendie situés à l'extérieur du site, l'inspection demande si leurs caractéristiques ont été contrôlées récemment. Quelques jours après l'inspection, l'exploitant précise qu'il s'est rapproché du gestionnaire : Celui-ci lui a précisé que le dernier contrôle des débits de ces 3 poteaux incendie a été réalisé en mars 2022 et qu'il conduit à des résultats très proches du contrôle réalisé en février 2015.</p> <p>L'exploitant communiquera sous un mois à l'inspection le document de contrôle correspondant.</p> <p>L'exploitant précise aussi qu'il dispose désormais d'une berge de 6 m<sup>3</sup> avec une motopompe associée. Ce nouvel équipement est à considérer comme complémentaire, il semble constituer l'équivalent d'un RIA.</p> <p>Par contre, le site ne dispose pas de forages dans son établissement, équipés pour alimenter le site</p>

en eau d'extinction.

L'inspection constate cet écart par rapport aux exigences figurant dans l'arrêté préfectoral. Un contrôle des besoins en eau incendie et des ressources disponibles est donc à effectuer pour s'assurer que la situation existante est bien satisfaisante.

L'exploitant précise qu'il a prévu de le faire dans le cadre du dossier de porter à connaissance relatif au projet de traitement de torons provenant de papèteries déjà évoqué ci-avant, qui sera présenté dans un délai maximal de 15 jours.

Une actualisation des prescriptions préfectorales applicables au site pourra alors être réalisée.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

**Tableau des rubriques de classement du site**

Rubrique	Classement (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume ou flux autorisé
2714.1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m³.	8930 m³
2716.1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m³.	4440 m³
2791.1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794 et 2971.  La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	84 t/j
2711.2	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719.  Le volume susceptible d'être entreposé étant compris entre 100 et 1000 m³.	990 m³
2713	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.  La surface étant comprise entre 100 m² et 1 000 m².	350 m²
2930	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie, la surface de l'atelier est inférieure à 2000 m².	250 m²
2516	NC	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents, la capacité de stockage étant inférieure à 5000 m³.	260 m³
2710.2	NC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	< 100 m³

(\*) A : Autorisation // E : Enregistrement // NC : Non classé // D : Déclaration // DC : Déclaration avec contrôle périodique »